

- van een natuurgebied en een bosgebied bezuiden de bedrijfsruimte van Pont-de-Warche op het grondgebied van Malmedy;
- van een landbouwgebied ten westen van het dorp Ligneuville op het grondgebied van Malmedy;
- van een natuurgebied in het gehucht van Wihonfagne op het grondgebied van Jalhay.

**Art. 2.** De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De adviezen van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 28 mei 2004 en 28 februari 2005 worden hieronder bekendgemaakt.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 890

[2005/200938]

### 17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 14, 15, 16 et 17;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 23 décembre 2004, en application de l'article 13 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 28 décembre 2004, en application de l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique Les Maronniers, donné le 17 janvier 2005, en application de l'article 16 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies, donné le 1<sup>er</sup> février 2005, en application de l'article 16 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'en exécution des articles 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3<sup>o</sup>, et 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 2<sup>o</sup>, il y a lieu de fixer par arrêté du Gouvernement les règles de déontologie, que ces règles sont intégrées dans les chartes visées à l'article 4 du présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle certaines matières visées à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Par lettre signée par le Ministre-Président et le Ministre de tutelle adressée à son président, le Gouvernement informe l'organe de gestion de l'organisme concerné des orientations qu'il arrête relatives aux statuts, aux missions et à l'objet social de l'organisme.

**Art. 3.** Le Gouvernement communiquera au Parlement, le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, un rapport reprenant les informations visées à l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, ci-après le décret, pour l'ensemble des organismes concernés.

Ces informations sont transmises au Ministre-Président et au Ministre de tutelle par les présidents des organismes concernés, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

**Art. 4.** Le contenu des chartes visées aux articles 16 et 17 du décret est déterminé respectivement dans les annexes I et II du présent arrêté.

**Art. 5.** Le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de chaque organisme concerné, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I<sup>e</sup>  
Charte de l'administrateur public

Madame, Monsieur ....., domicilié(e) à ....., Administrateur public au sens du décret du 12 février 2004, s'engage à :

1° s'assurer que l'organisme à tout moment respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires lui applicables, et les dispositions du contrat de gestion s'il existe.

2° respecter les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Dans ce cadre, l'administrateur est tenu d'informer par écrit et sans délai, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle qu'il ne remplit plus, le cas échéant, les conditions préalables à sa nomination ou qu'il se trouve dans le cas d'une incompatibilité visée par les décrets.

3° tout en maintenant en toute circonstance son indépendance d'analyse, de décision et d'action et en rejetant toute forme de pression, veiller au respect des intérêts et objectifs publics de l'organisme ainsi que de ceux de la Région wallonne.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, à exprimer clairement son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisagera successivement :

— d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion;

— d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts;

— de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie;

— de demander d'annexer sa position, qu'il aura fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion;

— de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informera les autres administrateurs, le réviseur, le commissaire du Gouvernement, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publiques des informations confidentielles.

4° veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à vérifier que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur s'engage à vérifier que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière. En particulier, il sera attentif :

— à ce qu'aucune personne ne puisse exercer au sein de l'organisme un pouvoir discrétionnaire sans contrôle;

— à ce que l'organe de gestion, s'il crée en son sein un comité d'audit, veille à ce qu'il soit composé d'une majorité d'Administrateurs non-exécutifs, en relation avec les réviseurs de l'organisme, et référant périodiquement à l'organe de gestion;

— à ce que l'organe de contrôle interne éventuel de l'organisme fonctionne effectivement et soit régulièrement contrôlé par les réviseurs;

— à ce que le ou les responsables de la gestion journalière coopèrent pleinement et sans réticence à l'objectif de contrôle de l'organe de gestion.

L'administrateur s'engage à s'assurer que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur s'engage à assister assidûment aux réunions de l'organe de gestion.

5° éviter tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à ce que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects.

L'administrateur s'engage à informer complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il pourrait, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées.

6° éviter un usage inapproprié d'informations privilégiées.

Dans ce cadre, sans préjudice des dispositions décrétales ou statutaires applicables, l'administrateur s'engage à ne pas diffuser publiquement, directement ou indirectement, sans autorisation de l'organe de gestion, des informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme.

L'administrateur s'engage à ne pas faire usage incorrect d'informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme, qu'il en retire ou non un avantage personnel, ou que l'organisme soit lésé ou non.

L'administrateur s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses.

7° être loyal et discret.

Dans ce cadre, l'administrateur s'abstiendra de toute prise de position publique à l'égard des décisions de l'organe de gestion sauf à y être autorisé par lui.

8° veiller à la bonne gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, l'administrateur veillera particulièrement à dénoncer au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme.

9° développer et mettre à jour ses compétences professionnelles.

Dans ce cadre, avec l'aide de l'organisme, l'Administrateur s'engage à développer ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président.

L'administrateur public.

Le Ministre de tutelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II  
Charte de l'administrateur visée à l'article 17 du décret du 12 février 2004

Madame, Monsieur ....., domicilié(e) à ....., personne siégeant au sein de l'organe de gestion de ....., s'engage à :

1° s'assurer que l'organisme à tout moment respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires lui applicables et les dispositions du contrat de gestion s'il existe.

2° agir en toute circonstance de manière indépendante

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage en toute circonstance à maintenir son indépendance d'analyse, de décision et d'action et à rejeter toute forme de pression.

L'administrateur s'engage, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, à exprimer clairement son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisagera successivement :

— d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion;

— d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts;

— de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie;

— de demander d'annexer sa position, qu'il aura fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion;

— de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informera le président de l'organe de gestion, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publique des informations confidentielles.

3° veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à vérifier que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur s'engage à vérifier que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière.

L'administrateur s'engage à s'assurer que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur s'engage à assister assidûment aux réunions de l'organe de gestion.

4° éviter tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à ce que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects.

L'administrateur s'engage à informer complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il pourrait, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées.

5° être loyal et discret en évitant un usage inapproprié d'informations privilégiées.

Dans ce cadre, sans préjudice d'autres dispositions applicables, l'Administrateur ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

L'administrateur s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses.

6° veiller à la bonne gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, l'administrateur veillera particulièrement à dénoncer au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme.

7° développer et mettre à jour ses compétences professionnelles.

Dans ce cadre, avec l'aide de l'organisme, l'administrateur s'engage à développer ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président.

L'administrateur.

Le Ministre de tutelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 890

[2005/200938]

**17 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 14, 15, 16 en 17;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 23 december 2004, overeenkomstig artikel 13 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

Gelet op het advies van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 28 december 2004, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Maronniers", gegeven op 17 januari 2005, overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Chêne aux Haies", gegeven op 1 februari 2005, overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 november 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 9 maart 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat ter uitvoering van de artikelen 16, § 1, derde lid, 3°, en 17, § 1, vijfde lid, 2°, gedragsregels bij besluit van de Regering dienen vastgelegd te worden, dat deze regels opgenomen zijn in de handvesten bedoeld in artikel 4 van dit besluit;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet sommige aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Regering geeft het beheersorgaan van betrokken instelling in een door de Minister-President en de toezichhoudende Minister ondertekend schrijven aan haar voorzitter kennis van de oriëntaties die zij bepaald heeft m.b.t. haar statuten, opdrachten en maatschappelijk doel.

**Art. 3.** De Regering bezorgt het Parlement jaarlijks 1 oktober een verslag met, voor alle betrokken instellingen, de gegevens bedoeld in artikel 15 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, hierna het decreet genoemd.

Deze gegevens worden jaarlijks uiterlijk 1 september door de voorzitters van betrokken instellingen aan de Minister-President en aan de toezichhoudende Minister overgemaakt.

**Art. 4.** De inhoud van de handvesten bedoeld in de artikelen 16 en 17 van het decreet ligt vast in respectievelijk de bijlagen I en II bij dit besluit.

**Art. 5.** De Minister-President en de toezichhoudende Minister van elke betrokken instelling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I  
Handvest van de overheidsbestuurder

Mevrouw, de heer ....., woonachtig te ....., overheidsbestuurder in de zin van het decreet van 12 februari 2004, verbindt zich ertoe :

1° erop toe te zien dat de instelling steeds voldoet aan de wet, de decreten, de op haar toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is.

2° de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder na te leven.

In dit opzicht geeft de bestuurder de Minister-President en de toezichthoudende Minister zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis van het feit dat hij in voorkomend geval niet meer voldoet aan de voorafgaandelijke benoemingsvoorwaarden of dat hij verkeert in een geval van onverenigbaarheid bedoeld in de decreten.

3° erop toe te zien dat de openbare belangen en doelstellingen van de instelling en van het Waalse Gewest in acht genomen worden, waarbij zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie in alle omstandigheden behouden en elke vorm van onderdrukzetting verworpen wordt.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe, als hij denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot uitiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens :

— de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;

— het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;

— te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van - het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;

— te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;

— een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de overige bestuurders, de revisor, de Regeringscommissaris, de Minister-President en de toezichthoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken.

4° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan. In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert. Hij zal er nauwgezet op letten dat :

— geen enkele persoon binnen de instelling een discretionaire bevoegdheid zonder controle kan uitoefenen;

— het beheersorgaan bij oprichting van een auditcomité binnen zijn midden erop toeziet dat het samengesteld wordt uit een meerderheid van niet-uitvoerende bestuurders, in relatie met de revisoren van de instelling, en dat bedoeld comité regelmatig verslag uitbrengt aan het beheersorgaan;

— het eventuele interne controleorgaan van de instelling effectief werkt en regelmatig door de revisoren gecontroleerd wordt;

— de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer voluit en zonder terughoudendheid meewerkt (meewerken) aan de controledoelstelling van het beheersorgaan.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen.

5° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies.

6° een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te voorkomen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe geen informatie bekend te maken die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, onverminderd de decretale en reglementaire bepalingen.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen ongepast gebruik te maken van de informatie die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, ongeacht of hij er al dan niet een persoonlijk voordeel uithaalt of dat de instelling al dan niet benadeeld wordt.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is.

7° loyaal en discreet te zijn.

In dit opzicht zal de bestuurder afzien van elke openbare stellingname ten opzichte van de beslissingen van het beheersorgaan, behalve indien het orgaan daartoe toestemming geeft.

8° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden.

In dit opzicht zal de bestuurder er speciaal voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld.

9° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertisniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President.

De overheidsbestuurder.

De toezichthoudende Minister.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Bijlage II

Handvest van de bestuurder bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004

Mevrouw, de heer ....., woonachtig te ....., persoon die zitting heeft in het beheersorgaan van ....., verbindt zich ertoe :

1° erop toe te zien dat de instelling steeds voldoet aan de wet, de decreten, de op haar toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is.

2° in alle omstandigheden zelfstandig te handelen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie in alle omstandigheden te behouden en elke vorm van onderdrukzetting te verwerpen.

Als de bestuurder denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, verbindt hij zich ertoe zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot uitiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens :

— de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;

— het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;

— te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;

— te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;

— een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de voorzitter van het beheersorgaan, de Minister-President en de toezichthoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken.

3° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan. In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen.

4° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies.

5° loyaal en discreet te zijn en een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te vermijden.

In dit opzicht mag de bestuurder geen informatie gebruiken of bekendmaken die hij heeft ingewonnen in het kader van zijn functies als het gebruik of de bekendmaking ervan de belangen van de instelling zou kunnen schaden, onverminderd andere toepasselijke bepalingen.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is.

6° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden.

In dit opzicht zal de bestuurder er speciaal voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld.

7° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertiseniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President.

De bestuurder.

De toezichthoudende Minister.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE